

Le groupe français Crédit Agricole optimiste pour le Maroc

Dans une nouvelle étude économique, le groupe bancaire français Crédit Agricole prévoit une hausse de 3,6% du PIB marocain cette année. Le Royaume ferait mieux que la moyenne mondiale et celle de la région Afrique/Moyen-Orient, estimées toutes deux à 3,3%. En 2017, il afficherait une croissance de 4%.

Pour le Maroc, Crédit Agricole s'attend lui aussi à une décélération de la croissance en 2016. Mais le groupe français est jusqu'ici le plus optimiste au vu des prévisions publiées jusqu'ici (www.lematin.ma). Il prévoit ainsi une hausse du PIB de 3,6%.

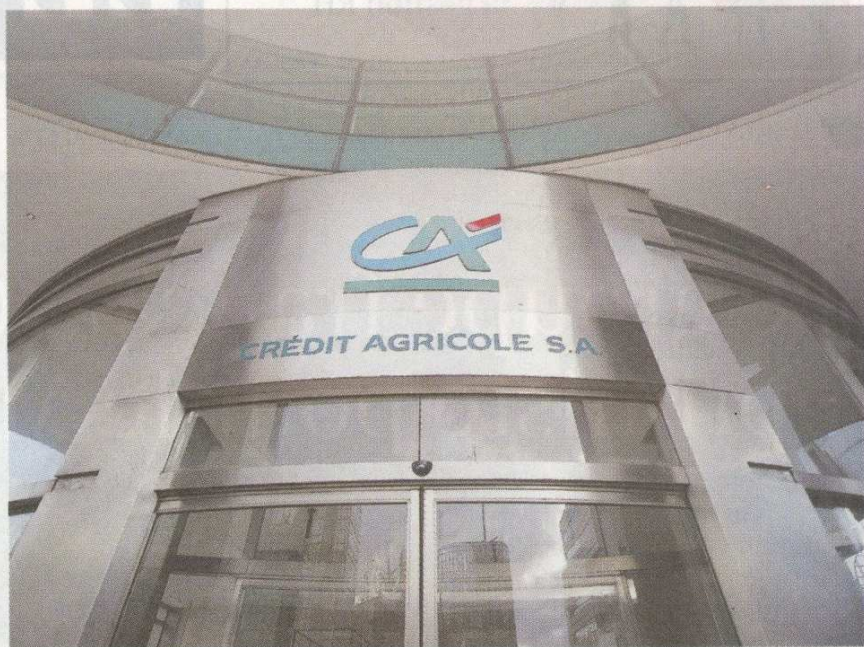
Dans une nouvelle étude sur les perspectives économiques des pays émergents, Crédit Agricole considère ainsi que le Maroc fera mieux que la moyenne mondiale estimée à 3,3%, identique à celle de la région Afrique Moyen-Orient.

Dans cette région, le Qatar se distinguerait avec une augmentation du PIB estimée à 4,5%, devant l'Égypte (4,2%). En revanche, la Tunisie afficherait 2,3%, l'Algérie 2%, l'Afrique du Sud 1,5% et autant pour l'Arabie saoudite.

Crédit Agricole s'attend, en outre, à une croissance de 4% pour le Maroc en 2017, contre 3,6% pour la moyenne mondiale et autant pour celle de la région Afrique/Moyen-Orient.

Cependant, si l'inflation est appelée à rester maîtrisée à moins de 2%, le déficit de la balance courante s'aggraverait à -3,5% en 2016 pour atteindre -3,9% l'année suivante, contre 3% en 2015.

Globalement, les équipes d'économistes et d'analystes du Crédit Agricole S.A estiment que le monde est de plus en plus risqué et instable et avancent un diagnostic mitigé pour la croissance des pays industrialisés et émergents. La région Afrique/Moyen-Orient est marquée par deux événements. Le premier, c'est que «le Moyen-Orient est en proie à des crises géopolitiques intenses...» Les conséquences économiques et financières restent assez limitées à ce stade. «Le prix du pétrole est paradoxalement reparti à la baisse, car les marchés des matières premières ont acté la volonté toujours très forte de l'Arabie saoudite de maintenir sa production à un niveau élevé, alors que la demande globale reste modeste et que les stocks mondiaux sont très élevés», estiment les experts du groupe bancaire français. En revanche, ajoutent-ils, les bourses de la région ont poursuivi leur décrochage par rapport à la moyenne des émergents depuis quinze mois. Ce qui est en partie corrélié au faible prix des hydrocarbures. En plus de



Dans la région Afrique/Moyen-Orient, le Qatar se distinguerait avec une augmentation du PIB estimée à 4,5%, devant l'Égypte (4,2%). En revanche, la Tunisie afficherait 2,3% et l'Algérie 2%.

l'impact de la baisse des recettes pour les pays du Golfe, une surprime de risque politique est désormais intégrée dans les indices boursiers. Le second événement porte sur l'émission des titres de dette sur les marchés financiers internationaux par les pays d'Afrique subsaharienne. Selon l'analyste de Crédit Agricole, depuis dix ans, quatorze pays de cette région ont émis des Eurobonds pour couvrir leurs besoins, notamment d'investissements.

«Ce recours aux Eurobonds fait polémique. Si les émissions de titres subsahariens demeurent minimes au regard du marché financier international, elles mettent en exergue les difficultés de financement des États. En les comparant à la richesse nationale, ces chiffres sont plus importants, plus de 10% du PIB, pour la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana... C'est donc un enjeu majeur pour les pays émetteurs», analyse Crédit Agricole. Et de souligner que l'augmentation du taux d'intérêt par la Fed diminue l'attrait des titres subsahariens, alors que même les investisseurs sont plus réticents à l'achat de titres émergents. D'autant que la dépréciation des monnaies entraîne une augmentation du coût de la dette libellée en devises et constitue le principal risque pour les créanciers. «Anticiper l'arrêt de l'émission d'Eurobonds est prématuré, mais il est certain que le recours à ces derniers va se faire moins intensément en 2016 que lors des dernières années», souligne l'étude. ■

Moncef Ben Hayoun

Si l'inflation est appelée à rester maîtrisée au Maroc à moins de 2%, le déficit de la balance courante s'aggraverait à -3,5% en 2016 pour atteindre -3,9% l'année suivante, estime l'étude.